

Déchéance de nationalité : Hollande se déballonne une fois de plus

écrit par Christine Tasin | 30 mars 2016



Il a joué les matamores au lendemain des attentats de novembre... il a promis la lune.

La lune c'est difficile à obtenir surtout quand on a ses propres amis qui entrent en campagne contre vous. Surtout quand on s'appelle Hollande et que des amis on n'en a plus beaucoup malgré sa fonction propre à distribuer sinécures et maroquins.

On sait que pour d'autres sujets Hollande et sa clique se sont accommodés d'un désaccord entre Sénat et Assemblée nationale et que quand on veut persuader des députés de trouver des solutions, des accommodements raisonnables, on peut.

Quand on veut. Mais Hollande ne veut pas. Il a cru qu'il fallait, pour redorer son blason, en novembre, se montrer déterminé à lutter contre la peste verte. Il a cru qu'il pourrait faire voter une loi qu'il n'appliquerait pas, il se serait bien gardé de publier les décrets d'application. Et puis pendant que députés et sénateurs discutaient du sexe des anges, Valls et Cazeneuve faisaient entrer des milliers de

musulmans capables de remplacer haut la main les 3 pelés et 2 tondus barbus qui auraient risqué -peut-être- de ne plus être français. Et qui s'en fichent puisque de toutes manières ils auraient continué à vivre sur le sol français et qu'ils étaient décidés à ne pas vivre vieux...

Bref, depuis le début les dés sont pipés. Parce que le débat sur la déchéance de nationalité posait la bonne question de l'acquisition abusive de celle-ci. Et puis, surtout, cela mettait en valeur tous ces bi-nationaux de confession musulmane, désignés comme terroristes, considérés comme indignes d'être français. Stigmatisant n'est-ce pas... Et tout ça c'est insupportable pour ceux qui nous gouvernent... et les gauchistes qui sont en pamoison depuis l'annonce de Hollande.

Ce soir le champagne va couler à flot chez les gauchos. Qu'ils profitent. Ça ne durera pas. Déchéance de nationalité ou pas, on s'en fout, on est de plus en plus nombreux à vouloir jeter l'islam dehors et les bi-nationaux réfractaires à la République et à la laïcité avec.

Note de Maxime

La déchéance de la nationalité dans la Constitution est enterrée.

La mesure divisait, ayant essentiellement une portée symbolique.

Je pense que c'était aussi un hochet médiatique pour occuper le terrain selon une devise qui semble être « communiquer plutôt qu'agir comme il le faudrait ».

<http://www.lefigaro.fr/politique/2016/03/30/01002-20160330QCMW00154-decheance-francois-hollande-a-t-il-eu-raison-de-renoncer-a-la-revision-constitutionnelle.php>

J'y étais favorable car je pense que notre Constitution devrait comporter un chapitre sur la nationalité qui soit élagué de toutes les excroissances que cette matière comporte

dans le Code civil, ce qui en pratique supposait de restreindre les cas d'accession à la nationalité française, mais c'est un autre débat...

[François Hollande](#) renonce. Ce mercredi midi, le président s'est exprimé depuis l'Élysée pour expliquer qu'il abandonnait [le projet de révision constitutionnelle, dont la mesure controversée d'extension de la déchéance de nationalité](#), après quatre mois de débats agités.

Dans une déclaration solennelle, François Hollande a rappelé qu'il avait proposé une révision constitutionnelle «trois jours après les attentats du 13 novembre». «Je l'avais fait en appelant à un dépassement des frontières partisans, pour rassembler les Français, il fallait qu'il y ait un acte qui puisse témoigner de ce que nous voulions faire», a expliqué le chef de l'État, tout en soulignant que la menace terroriste «reste plus élevée que jamais».

«Je constate aujourd'hui que l'[Assemblée nationale](#) et le [Sénat](#) ne sont pas parvenus à se mettre d'accord et qu'un compromis paraît hors d'atteinte» sur la question de la déchéance de nationalité, a reconnu le président. «Je constate qu'une partie de l'opposition est hostile à toute révision constitutionnelle, je déplore profondément cette attitude car nous devons tout faire pour éviter les divisions et écarter les surenchères», a-t-il encore insisté cherchant à faire porter l'échec de ce projet à la droite.

«J'ai décidé de clore le débat constitutionnel»

«Aussi, a fini par déclarer François Hollande, j'ai décidé de clore le débat constitutionnel». Le président a en revanche promis qu'il ne «dévierait pas de ses engagements pour assurer la sécurité de notre pays et pour protéger les Français contre le terrorisme». «C'est mon devoir je l'assumerai jusqu'au bout», a-t-il conclu.

La réforme était dans l'impasse depuis que [le Sénat avait voté un texte différent de celui de l'Assemblée](#). Les sénateurs ont réservé l'extension de la déchéance de nationalité aux seuls binationaux, arguant ne pas vouloir créer d'apatrides, là où l'Assemblée l'avait théoriquement étendue à tous les Français afin de ne pas créer de discriminations. Le texte de l'Assemblée avait recueilli le vote de plus de 3/5e des députés, celui du Sénat, à majorité de droite, a été adopté à la majorité simple. Le président de la République a pris la parole après avoir reçu une nouvelle fois reçu le président du Sénat, Gérard Larcher (Les Républicains), et celui de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone (PS), comme il l'avait fait la semaine dernière après le vote du Sénat modifiant la mouture de l'Assemblée.

Ce renoncement est un revers pour le président de la République. «Tout ça ressemble à une pantalonnade», a fustigé la députée socialiste Aurélie Filippetti sur LCP. «Tout ça pour ça. On aura fracturé ce pays, on aura créé des divisions dangereuses, on aura agité des débats qui finalement n'ont fait que flatter les bas instincts de certains et ça ne débouchera sur rien, en tout cas rien d'efficace dans la lutte contre le terrorisme», a expliqué l'ancienne ministre juste avant l'allocution du président.

Le 16 novembre, [devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles](#), François Hollande avait multiplié les annonces musclées. C'est dans ce cadre qu'il avait notamment proposé l'élargissement de la déchéance de nationalité. Depuis le débat n'a cessé de diviser la classe politique et même les socialistes. Cela a également coûté à François Hollande le départ du gouvernement d'une ministre très appréciée à gauche, Christiane Taubira.

La déchéance de nationalité, un casse-tête politique

L'article 2 du projet de révision constitutionnelle, qui propose d'étendre la déchéance de nationalité aux binationaux nés Français (et non plus aux seuls naturalisés Français) condamnés pour terrorisme, a mis le feu à la gauche, mais divise aussi la droite.

Pauline Théveniaud

<http://www.leparisien.fr/politique/decheance-de-nationalite-hollande-renonce-a-la-revision-constitutionnelle-30-03-2016-5672757.php>